

AUTRICHE

La croissance de l'investissement s'est fortement accélérée au second semestre de 2010 et continuera de soutenir la reprise induite par les exportations. Le redressement du marché du travail se poursuit, mais de fortes tensions inflationnistes pèseront sur la consommation. Après une forte accélération au premier trimestre 2011, la croissance devrait revenir à son rythme tendanciel.

Un programme d'assainissement est engagé, mais le gouvernement devrait envisager de nouvelles contractions des dépenses afin d'inverser la dynamique de la dette. En renforçant la concurrence dans le secteur des services, l'Autriche pourrait contenir le risque inflationniste et rééquilibrer son économie en faveur d'une croissance intérieure plus vigoureuse.

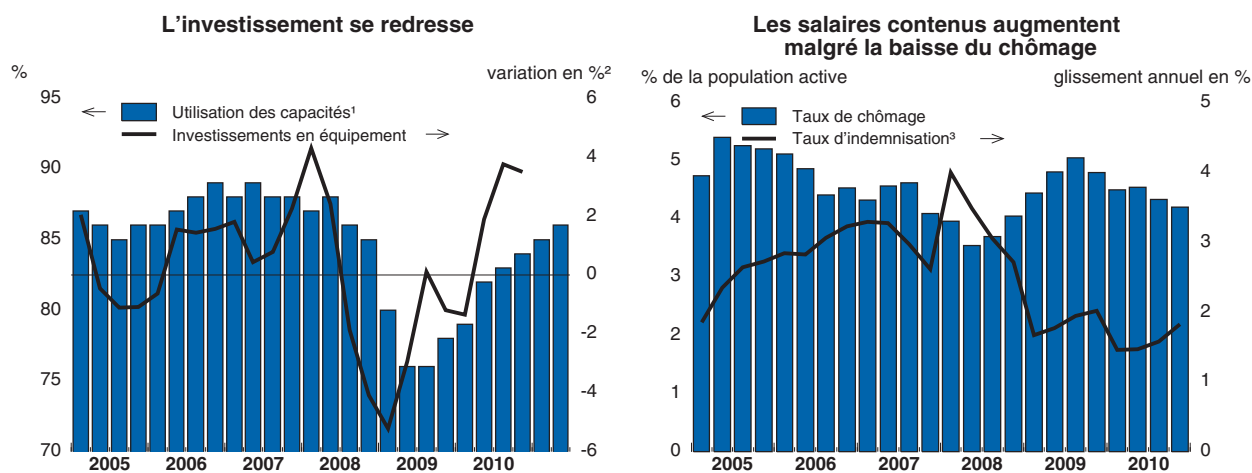
La reprise s'est généralisée

La croissance économique est restée forte au premier trimestre de 2011. Le taux d'utilisation des capacités est proche de son niveau moyen à long terme, et la reprise tirée par les exportations à rejaillir sur l'investissement. Ainsi, l'investissement dans le secteur des métaux et de la machine-outil a fortement augmenté, et a plus que compensé le recul dans le secteur de la construction. La consommation a progressé à un rythme constant mais faible. Les indicateurs à haute fréquence récemment publiés sur la confiance des entreprises et des ménages laissent à penser qu'un ralentissement soit attendu dans un proche avenir.

Le marché du travail s'est redressé tandis que l'inflation est repartie fortement à la hausse

Le marché du travail s'est rapidement rétabli, avec une forte progression de l'emploi et un repli du taux de chômage à 4.2 % au quatrième trimestre de 2010, contre un pic de 5.1 % pendant la crise. Toutefois, la hausse des salaires est restée faible, soutenant la

Autriche



1. Dans l'industrie manufacturière.

2. Pourcentage de variation trimestrielle.

3. Pour l'ensemble de l'économie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89 ; base de données de l'OCDE des Principaux indicateurs économiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932431692>

Autriche : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	271.5	2.2	-3.9	2.1	2.9	2.1
Consommation privée	143.7	0.7	1.2	1.0	0.9	1.2
Consommation publique	49.1	3.9	0.4	-2.4	0.3	0.4
Formation brute de capital fixe	58.3	2.8	-7.9	-1.2	3.0	2.5
Demande intérieure finale	251.1	1.8	-1.1	-0.2	1.2	1.3
Variation des stocks ¹	4.1	-0.6	-0.8	0.9	0.6	0.0
Demande intérieure totale	255.2	1.1	-1.5	0.7	1.6	1.3
Exportations de biens et services	161.4	0.5	-15.6	10.6	9.6	6.8
Importations de biens et services	145.1	-1.7	-12.5	7.5	7.7	6.0
Exportations nettes ¹	16.3	1.2	-2.6	1.9	1.5	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
PIB sans ajustements jours travaillés	272.0	2.2	-3.9	2.0	2.9	2.1
Déflateur du PIB	—	1.5	1.0	1.6	1.7	1.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	3.2	0.4	1.7	3.1	1.8
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	-0.7	1.5	2.8	1.9
Taux de chômage ²	—	3.8	4.8	4.4	4.2	4.0
Taux d'épargne des ménages ³	—	11.8	11.1	9.1	9.0	8.9
Solde des administrations publiques ⁴	—	-1.0	-4.2	-4.6	-3.7	-3.2
Balance des opérations courantes ⁴	—	4.6	2.9	2.6	3.1	3.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

- Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
- Sur la base de l'enquête de la population active.
- En pourcentage du revenu disponible.
- En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432946>

compétitivité de l'Autriche. L'inflation harmonisée des prix à la consommation est montée en flèche début 2011, atteignant 3 % (en glissement annuel) au premier trimestre, principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que du relèvement des droits d'accise sur le tabac et les produits pétroliers. L'inflation sous-jacente s'est également quelque peu accélérée, atteignant 1.8 % au premier trimestre.

La demande extérieure et l'investissement soutiennent la croissance...

Grâce à ses liens commerciaux étroits avec l'Allemagne, l'Autriche devrait continuer de tirer parti d'une demande extérieure vigoureuse. L'ouverture complète du marché du travail aux nouveaux États membres de l'UE le 1^{er} mai 2011 va probablement contribuer à résorber les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, excluant des augmentations plus que modérées des salaires. Avec l'augmentation de la productivité du travail qui se rapproche de son niveau tendanciel, cette évolution favorisera de nouveaux gains de compétitivité à l'avenir. Malgré le resserrement progressif escompté de la politique monétaire dans la zone euro, les taux

d'intérêt réels sont restés faibles en 2011 et soutiendront l'investissement à court terme.

... tandis que la consommation reste bridée

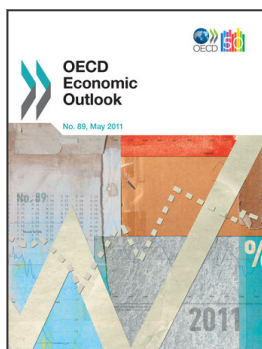
Les créations d'emplois devraient rester soutenues en 2011, avant de fléchir quelque peu en 2012, de sorte que le taux de chômage restera inférieur au niveau structurel de 4¼ pour cent. Toutefois, l'inflation élevée des prix à la consommation grèvera le revenu disponible réel des ménages et la consommation privée en 2011. L'inflation devrait baisser en 2012, favorisant une reprise modérée de la consommation.

Un assainissement modéré des finances publiques est en cours

La vulnérabilité des finances publiques a augmenté suite à l'augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique dans la crise. La situation est devenue plus claire après une révision en profondeur par Eurostat, qui a contraint à réintégrer dans les comptes publics le déficit et les dettes de la compagnie ferroviaire et des hôpitaux qui étaient jusqu'alors enregistrés hors bilan. Les pouvoirs publics mettent en œuvre un programme d'assainissement qui vise à faire progressivement baisser le déficit au-dessous de 3 % du PIB d'ici 2013, en réalisant environ un tiers des économies du côté des recettes (principalement grâce à l'augmentation des droits d'accise et à l'introduction d'une taxe bancaire) et les deux tiers du côté des dépenses (essentiellement par des réductions des dépenses sociales). Ces projections intègrent un certain degré d'assainissement correspondant aux mesures gouvernementales, qui devrait ramener le déficit à 3.7 % du PIB d'ici 2011 et à 3.2 % d'ici 2012. Toutefois, compte tenu du raffermissement de l'économie, il y aurait lieu de concentrer davantage les mesures d'assainissement en début de période.

Les risques extérieurs persistent

De nouvelles turbulences associées à des problèmes de dette souveraine dans les pays de la zone euro auraient probablement des répercussions négatives sur l'Autriche, par le biais des échanges et de l'exposition des banques. En outre, une augmentation des prix des produits alimentaires plus forte exercerait des pressions supplémentaires sur la consommation privée. La libéralisation des influx de main-d'œuvre pourrait avoir un effet plus marqué sur l'offre de travail et la croissance potentielle.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-13-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.